



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL SPECIAL DES ACTES ADMINISTRATIFS N°146

Publié le 18 octobre 2021



CABINET DU PRÉFET.....	3
Direction des Sécurités - Bureau de la Réglementation de Sécurité.....	3
- Arrêté préfectoral en date du 18 octobre 2021 portant interdiction de distribution de denrées en certains lieux du centre-ville de Calais en prévention des risques de troubles à l'ordre public.....	3



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CABINET

ARRETE PRÉFECTORAL PORTANT INTERDICTION DE DISTRIBUTION DE DENRÉES EN CERTAINS LIEUX DU CENTRE-VILLE DE CALAIS EN PREVENTION DES RISQUES DE TROUBLES A L'ORDRE PUBLIC

- Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L 541-2 et R 541-76 ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2215-1, L 2212-2, L 2214-4 ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L 122-1 ;
- Vu** le code pénal, notamment les articles R 632-1 et R 633-6 ;
- Vu** le décret modifié n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'ordonnance n° 1705379 du juge des référés du tribunal administratif de Lille en date du 26 juin 2017 et la décision du Conseil d'État du 31 juillet 2017 ;
- Vu** l'ordonnance du juge des référés du tribunal administratif de Lille n° 2006511 du 22 septembre 2020 et l'ordonnance du juge des référés du Conseil d'État n° 444793 du 25 septembre 2020 ;
- Vu** l'arrêté du 20 novembre 1978 portant réglementation de la circulation et stationnement des personnes et véhicules à l'intérieur des limites administratives du port de Calais ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis Le Franc, préfet du Pas-de-Calais ;
- Vu** le rapport établi par la direction départementale de la sécurité publique en date du 13 octobre 2021 ;
- Vu** la mise en demeure adressée à la maire de Calais en date du 15 octobre 2021 et sa réponse négative en date du 18 octobre 2021 ;

Considérant que le rapport visé de la police nationale fait état de nombreux troubles à l'ordre public engendrés par la présence de personnes migrantes sur Calais pour la période du 13 septembre 2021 au 12 octobre 2021 ; que ces troubles sont liés à des alcoolisations sur la voie publique, des affrontements ou des rixes graves entre personnes migrantes ou avec les forces de l'ordre et nécessitant l'usage de moyens lacrymogènes ; que ces troubles sont aussi liés à des intrusions, des dégradations et des vols dans un établissement hôtelier du centre-ville au détriment de l'exploitant et de sa clientèle et une agression sexuelle le 12 octobre dans un bus au préjudice d'une jeune lycéenne par deux personnes migrantes ; qu'une utilisation récurrente et en grand nombre par les personnes migrantes des bus de l'agglomération calaisienne et des transports ferroviaires le long du littoral perturbe le fonctionnement normal de ces services ; que les neuf tentatives de barrages sur la rocade portuaire entre le 23 septembre et le 2 octobre contribuent aux troubles à l'ordre public sur Calais et les communes limitrophes, dont celle de Mark où chaque semaine deux mille évictions de migrants montés dans les poids lourds sont réalisées par les forces de l'ordre dans la zone Transmarck ; que des vols et des dégradations, dont une intrusion dans un camping-car, dans la zone commerciale la Française sont signalés par les responsables des commerces et affectent le fonctionnement normal de ces entreprises ; qu'il convient de préserver le plus possible le centre-ville de Calais, plus densément peuplé, des troubles de cette nature en limitant les occasions de rassemblement des personnes migrantes ; que les arrêtés pris depuis septembre 2020 et ayant le même objet que le présent arrêté ont permis de préserver le centre-ville de Calais des troubles liés à des distributions spontanées ;

Considérant que, lors de la distribution gratuite de boissons et denrées alimentaires, le comportement des personnes migrantes bénéficiant de ces distributions aboutit à des déchets accumulés sur la voie publique et une occupation anormale de la celle-ci, alors même que la circulation de véhicules et de poids-lourds est importante sur l'ensemble de la ville de Calais et les communes limitrophes; que les nombreuses intrusions sur les autoroutes de l'agglomération et les tentatives de montée sur les poids lourds ont, selon toute vraisemblance, pour origine une conduite à risque et une absence de prise en considération du danger du trafic routier à l'instar d'autres personnes migrantes qui stationnent et circulent sur le domaine public routier et autoroutier; qu'il appartient à l'autorité administrative de prévenir les situations à risque pouvant aboutir à un accident de la circulation ;

Considérant par ailleurs que l'État assure des prestations au profit des migrants de Calais sur le fondement de la décision du Conseil d'État du 31 juillet 2017, demandant aux autorités publiques de prendre des mesures pour faire face à l'afflux massif de migrants à Calais en provenance de l'ensemble du territoire national de créer, dans des lieux facilement accessibles aux migrants, à l'extérieur du centre-ville de Calais, plusieurs dispositifs d'accès à l'eau leur permettant de boire, de se laver et de laver leurs vêtements, ainsi que des latrines, et d'organiser un dispositif adapté, fixe ou mobile, d'accès à des douches selon des modalités qui devront permettre un accès, selon une fréquence adaptée, des personnes les plus vulnérables ;

Considérant que le juge en référés a également fait injonction au préfet du Pas-de-Calais d'organiser des départs depuis la commune de Calais vers les centres d'accueil et d'orientation ouverts sur le territoire français dans la perspective de les orienter vers la procédure de demande d'asile en France ; que cette injonction ne poursuit d'autre objectif que celui d'éviter que les migrants ne s'installent durablement sur le territoire de la commune de Calais ;

Considérant que les mises à l'abri dans les CAES, les centres d'hébergements réquisitionnés, structures adaptées (MNA, Famille) réalisées en 2020 ont bénéficié à près de 8.581 personnes et 24.041 personnes depuis le début de l'année 2021 notamment du fait de l'ouverture de dispositifs exceptionnels à Calais dans le cadre de la mise à l'abri hivernale (vingt-six nuits pour les adultes et sans discontinuité pour les mineurs du 1^{er} janvier au 28 juin 2021);

Considérant que les services de l'État proposent aux personnes migrantes sur Calais plusieurs dispositifs d'accès à l'eau leur permettant de boire, de se laver et de laver leurs vêtements, ainsi que des latrines dans des lieux facilement accessibles ; que 38 robinets ont été mis à disposition cinq jours sur sept (10 sur le site Monod, 10 en distribution mobile, 16 route de Saint-Omer et une fontaine de 2 robinets rue des Huttes), dont 22 sont accessibles sept jours sur sept ; qu'en complément, une distribution d'eau par bidons de 5 litres est assurée lors des repas ;

Considérant qu'en septembre 2021, 272.293 litres d'eau ont été distribués, soit en moyenne 10,68 litres/jour/personne ;

Considérant que 28 douches sont accessibles cinq jours par semaine sur un site accessible par navette mise à la disposition des personnes qui souhaitent les utiliser ; qu'en moyenne, entre juillet et décembre 2020, le nombre de passages quotidiens a évolué entre 156 et 200 ; qu'en 2021, cette moyenne est stabilisée (216 au premier semestre, 205 en juillet, 209 en août et 189 en septembre) ;

Considérant que les dispositions exceptionnelles prises depuis le début de la crise sanitaire consistent également en des distributions de kits sanitaires ; que depuis le 3 juin 2020 une distribution hebdomadaire de masques est effectuée au profit des migrants de Calais, et que 87.066 masques ont été distribués ;

Considérant également que l'opérateur mandaté par l'État effectue deux distributions quotidiennes de repas à proximité des lieux de vie des migrants en ayant la capacité d'adapter le nombre de repas aux besoins recensés ; qu'en moyenne, en 2020, 1.786 repas ont été distribués quotidiennement, et, au 1^{er} semestre 2021, 1.205 repas ; qu'en juillet 2021, 73.470 repas ont été distribués, soit une moyenne de 2.370 repas par jour ; qu'en août 2021, 80.167 repas ont été distribués, soit une moyenne de 2.586 repas par jour ; qu'en septembre 2021, 65.693 repas ont été distribués, soit une moyenne de 2.190 repas par jour ; que ces distributions s'adaptent aux principaux lieux de vie des migrants et à leur nombre.

Considérant que les autorités publiques ont instauré, depuis le 7 août 2017, un dispositif de mise à l'abri en centres d'accueil et d'examen des situations afin d'organiser des départs depuis la commune de Calais vers ces centres dans la perspective d'orienter les personnes migrantes vers une procédure de demande d'asile en France ; que plus de 10.000 personnes ont été orientées et prises en charge dans ces structures pérennes ouvertes à l'année ;

Considérant que les opérateurs mandatés par l'État effectuent des maraudes du lundi au vendredi de 09h00 à 20h00 et le samedi et dimanche de 14h00 à 20h00 afin :

- de proposer aux personnes volontaires une mise à l'abri dans ces structures avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (famille, femmes isolées, mineurs non accompagnés) ;
- de recenser les mineurs isolés, les prendre en charge, les accompagner et leur proposer une mise à l'abri dans un centre d'accueil spécialisé ;

Considérant que l'OFII organise régulièrement des maraudes afin que les migrants soient informés des modalités de demande d'asile en France et des conditions d'accès aux dispositifs de droit commun de prise en charge des personnes sans abri ;

Considérant dès lors que l'ensemble des prestations assurées permet d'apporter aux personnes migrantes des prestations humanitaires suffisantes au regard des besoins de cette population notamment alimentaires sans occasionner de problèmes d'insalubrité liés à des déchets non ramassés ; que par ailleurs, elles nécessitent une très forte coordination entre l'ensemble de ces acteurs sous le pilotage de l'État ; que des distributions non encadrées contribuent à désorganiser un système qui démontre pourtant quotidiennement son efficacité ;

Arrête

Article 1^{er} : Pour mettre fin aux troubles à l'ordre public liés à des rassemblements non déclarés, sont interdites les distributions gratuites de boissons et denrées alimentaires dans les lieux listés ci-après :

- boulevard des Alliés du croisement avec la rue Lamy à la place Henri Barbusse
- rue Margolle
- quai de la colonne Louis XVIII
- quai du Rhin
- quai du Danube
- quai de l'Escaut
- quai de la Tamise
- parvis de la gare de Calais
- pont Georges V
- pont Faidherbe
- pont Freycinet
- Esplanade Jacques Vendroux
- quai de la Gironde
- quai de la Gendarmerie

- quai de la Meuse
- quai de la Moselle
- quai Andrieux
- quai de la colonne
- rue du quai de la Loire
- rue de la Batellerie
- place de Norvège
- rue de Moscou
- rue Henri de Baillon
- rue Lamy
- quai de la Loire
- boulevard Jacquard
- rue Paul Bert
- Rue du Pont Lottin
- rue de Cronstadt

Article 2 : le présent arrêté entre en vigueur le 19 octobre 2021 et est applicable jusqu'au 15 novembre 2021.

Article 3: Les infractions au présent arrêté seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

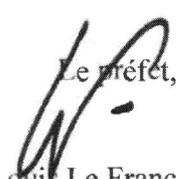
Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62 039 Lille Cedex, dans les deux mois de la publication de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site Internet « ww.telerecours.fr ».

Article 5 : Le préfet du Pas-de-Calais, le sous-préfet de l'arrondissement de Calais, le directeur départemental de la sécurité publique et la maire de Calais, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, dont une copie sera transmise au procureur de la République du tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer.

Fait à Arras, le 18 octobre 2021

Le préfet,


Louis Le Franc